

# ALLOCUTION TELEVISEE DE MONSIEUR VALERY GISCARD D'ESTAING, PALAIS DE L'ELYSEE MERCREDI 29 SEPTEMBRE 1976.

JE M'ADRESSE A CHACUNE ET A CHACUN D'ENTRE VOUS. UN NOUVEAU GOUVERNEMENT A ETE CONSTITUE. UNE POLITIQUE DE LUTTE CONTRE LA HAUSSE DES PRIX A ETE ENGAGEE. JE VEUX VOUS FAIRE MESURER L'IMPORTANCE DE L'ENJEU POUR LA FRANCE ET POUR VOUS. IL Y A UNE SEMAINE, VOUS AVEZ ENTENDU LE PREMIER MINISTRE, RAYMOND BARRE, VOUS PRESENTER AVEC COMPETENCE ET SERIEUX LE PROGRAMME GOUVERNEMENTAL DE LUTTE CONTRE LA HAUSSE DES PRIX. CE PROGRAMME A ETE MIS AU-POINT APRES LA CONSULTATION ATTENTIVE DE TOUTES LES ORGANISATIONS PROFESSIONNELLES ET SYNDICALES. CE PROGRAMME ETAIT NECESSAIRE ET IL EST JUSTE ET IL SERA EFFICACE. CE PROGRAMME ETAIT NECESSAIRE PARCE QUE LA FRANCE DOIT SE GUERIR DE LA HAUSSE DES PRIX. ON VOUS DIT PARFOIS ET "IL Y A LONGTEMPS QUE CELA DURE, IL FALLAIT COMMENCER PLUS TOT". QUELLE EST LA VERITE, EN DEHORS DES PASSIONS ? DE 1969 A L'AUTOMNE DE 1973, LA FRANCE A CONNU UNE SITUATION ECONOMIQUE SATISFAISANTE : UN BUDGET EN EXCEDENT, UN COMMERCE EXTERIEUR EN EQUILIBRE, UN FRANC APPRECIE, PAS DE CHOMAGE, UNE HAUSSE DES PRIX MODEREE, UNE CROISSANCE PLUS RAPIDE QUE CELLE DE NOS PARTENAIRES. SI CELA N'AVAIT PAS ETE LE CAS, VOUS N'AURIEZ PAS ELU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE LE MINISTRE DES FINANCES DE CETTE EPOQUE.

C'EST ALORS QU'EST SURVENUE LA CRISE DE L'AUTOMNE 1973, QUI A MULTIPLIE PAR QUATRE LE PRIX DU PETROLE ET QUI A DECLENCHE LA HAUSSE MONDIALE DES PRIX DE NOMBREUX PRODUITS. LA FRANCE A MAL ENCAISSE LE COUP. D'ABORD PARCE QU'ELLE EST OBLIGEE D'IMPORTER TOUTE SON ENERGIE. ENSUITE PARCE QUE NOTRE INDUSTRIE N'EST PAS ENCORE ASSEZ PUISSANTE POUR AMORTIR LE CHOC. ENFIN, PARCE QUE DANS NOTRE PAYS, DEPUIS LA FIN DE LA GUERRE, LA HAUSSE DES PRIX COUVE COMME UN FEU SOUS LA CENDRE, TOUJOURS PRETE A SE RALLUMER. D'OU LA NECESSITE D'UNE ACTION CONTINUE. DANS UNE PREMIERE PHASE, EN 1974 - 1975, LE GOUVERNEMENT S'EST ATTAQUE A L'INFLATION. IL A OBTENU DES RESULTATS APPRECIABLES, EN REDUISANT D'UN TIERS LE RYTHME DE LA HAUSSE DES PRIX, RAMENE DE 15 % PAR AN A 10 %. DANS UNE DEUXIEME PHASE, EN 1975 - 1976, LE GOUVERNEMENT A DU COMBATTRE LE CHOMAGE EN-RAISON DE LA BAISSSE DE L'ACTIVITE ECONOMIQUE MONDIALE, CHOMAGE QUI ETAIT, IL Y A UN AN EXACTEMENT, LA PREMIERE DE VOS PREOCCUPATIONS, ET QUI RESTE AUJOURD'HUI ENCORE LE SOUCI DE BEAUCOUP D'ENTRE VOUS. UN PROGRAMME DE RELANCE A DONC ETE ENGAGE. CES ACTIONS SUCCESSIVES ONT ABOUTI AU RALENTISSEMENT DE LA HAUSSE DES PRIX, ET A LA REPRISSE DE LA PRODUCTION, MAIS ELLES N'ONT PAS SUFFI A EXTIRPER L'INFLATION QUI RESTE LA, PRESENTE PARMIS NOUS, DANGEREUSE ET TOUJOURS PRETE A NOUS FAIRE GLISSER SUR LA MAUVAISE PENTE. LE REDRESSEMENT DOIT ETRE CONSOLIDE ET POURSUIVI. POUR CONDUIRE CETTE TROISIEME PHASE DE L'ACTION, IL FALLAIT UN NOUVEAU GOUVERNEMENT, CHOISI EN-FONCTION DE CET OBJECTIF. C'EST CE QUI A ETE FAIT. LA POLITIQUE QUE LE GOUVERNEMENT PROPOSE TIENT EN TROIS MOTS : EQUILIBRE, STABILITE ET JUSTICE. EQUILIBRE, PAR LE RETOUR A L'EQUILIBRE BUDGETAIRE EN 1977. APRES LES MESURES PRISES EN 1976 POUR SOUTENIR

BUDGETAIRE EN 1977, APRES LES MESURES PRISES EN 1975 POUR SOUTENIR L'ACTIVITE ECONOMIQUE. EQUILIBRE DE NOTRE COMMERCE EXTERIEUR, MALGRE LA LOURDE FACTURE DE NOS ACHATS DE PETROLE. STABILITE, PAR LE GEL DES PRIX, PAR LE BLOCAGE PENDANT SIX MOIS DE TOUS LES TARIFS PUBLICS, PAR LA BAISSSE, LE 1ER JANVIER PROCHAIN DE LA TAXE A LA VALEUR AJOUTEE ET PAR LE MAINTIEN DU

POUVOIR\_D\_ACHAT\ ET JUSTICE DANS LA REPARTITION DES EFFORTS. CHACUN PEUT LE CONSTATER. LES PLUS MODESTES D'ENTRE VOUS, LE PLUS GRAND NOMBRE D'ENTRE VOUS, LES FAMILLES, LES PERSONNES AGEES, N'ONT PAS A S'INQUIETER. NON SEULEMENT ILS NE SERONT PAS TOUCHES, MAIS LES AMELIORATIONS QUI LEUR ONT ETE PROMISES SERONT REALISEES. LES EFFORTS DEMANDES ONT ETE CALCULES EN-FONCTION DU NIVEAU DES RESSOURCES ET DES ELEMENTS DU TRAIN\_DE\_VIE, CE QUI EST NORMAL. IL EST VRAI QUE NOTRE SYSTEME FISCAL N'EST PAS ENCORE SUFFISAMMENT JUSTE, COMME D'AILLEURS LA PLUPART DES SYSTEMES FISCAUX DANS LE MONDE £ JE PEUX LE DIRE, CAR C'EST MOI QUI, COMME MINISTRE DES FINANCES, AI PRIS LA DECISION DE TRADUIRE DEVANT LES TRIBUNAUX LES FRAUDEURS SYSTEMATIQUES DE L'IMPOT. L'EFFORT DE JUSTICE FISCALE SERA POURSUIVI, NOTAMMENT PAR UN CERTAIN NOMBRE DE MESURES INSCRITES DANS LE BUDGET DE 1977. MAIS LA RECHERCHE DE LA JUSTICE NE DOIT PAS SERVIR D'ALIBI AU REFUS DE LA SOLIDARITE. CETTE POLITIQUE EST NECESSAIRE, ELLE EST JUSTE, ET ELLE SERA EFFICACE. AU PRINTEMPS DE 1977, ON VERRA APPARAITRE LES PREMIERS RESULTATS ET, DANS LA DEUXIEME MOITIE DE L'ANNEE, LA FRANCE REJOINDRA LE PELOTON DE TETE DES QUELQUES PAYS QUI ONT SU SE GUERIR DE LA HAUSSE DES PRIX ET QUI CONDUISENT LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE MONDIAL. IL N'Y A PAS \_LIEU D'ETRE SCEPTIQUE, CAR NOUS SOMMES CAPABLES D'OBTENIR CES RESULTATS, COMME LA FRANCE L'A MONTRE A PLUSIEURS REPRISES DANS UN PASSE RECENT\

JE VOUDRAIS REPONDRE A DEUX QUESTIONS QUE VOUS VOUS POSEZ : CE PROGRAMME EST-IL TROP DUR ? ET FALLAIT-IL FAIRE JOUER LA SOLIDARITE EN\_FAVEUR DES AGRICULTEURS ? CE PROGRAMME EST-IL TROP DUR ? IL Y A QUELQUES SEMAINES, UNE GRANDE MAJORITE DES FRANCAIS DEMANDAIT QU'ON LUTTE CONTRE LA HAUSSE DES PRIX. OR, LA HAUSSE DES PRIX EST UNE FACILITE, LA LUTTE CONTRE LA HAUSSE DES PRIX EST NECESSAIREMENT UN EFFORT. PERSONNE NE PEUT SOUTENIR LE CONTRAIRE. DANS BEAUCOUP DE PAYS, POUR LA COMBATTRE, ON A PROPOSE ET OBTENU UNE BAISSSE TEMPORAIRE DU POUVOIR\_D\_ACHAT, Y COMPRIS DE CELUI DES TRAVAILLEURS. CELA A ETE LE CAS EN ALLEMAGNE FEDERALE, CELA EST LE CAS AUJOURD'HUI EN GRANDE-BRETAGNE. LE PROGRAMME GOUVERNEMENTAL NE VOUS DEMANDE PAS LE SACRIFICE DE VOTRE POUVOIR\_D\_ACHAT. IL SE PROPOSE AU CONTRAIRE COMME OBJECTIF DE LE MAINTENIR. MAIS IL VOUS DEMANDE LA PATIENCE ET LA DISCIPLINE, IL VOUS DEMANDE D'ATTENDRE QUE LA HAUSSE DES PRIX AIT ETE RALENTIE AVANT DE REPREDRE LE PROGRES DU POUVOIR\_D\_ACHAT. C'EST LE LANGAGE DU BON SENS ET DE LA VERITE. D'AUTRES ONT FAIT A CE PROGRAMME LE REPROCHE DE NE PAS CONTENIR D'ELEMENTS BIEN NOUVEAUX. CE N'EST PAS EXACT, MAIS SURTOUT CE N'EST PAS LE PROBLEME. LES PAYS QUI ONT REUSSI DANS LA LUTTE CONTRE LA HAUSSE DES PRIX ONT OBTENU CE RESULTAT NON PAR L'ORIGINALITE DES MESURES, MAIS PAR LA TENACITE DE L'EFFORT ET DE LA DISCIPLINE. CERTAINS D'ENTRE VOUS CRITIQUENT L'EFFORT DE SOLIDARITE EN\_FAVEUR DES AGRICULTEURS VICTIMES DE LA SECHERESSE. LA AUSSI, QUELLE EST LA REALITE ? LES REVENUS DES AGRICULTEURS ONT BAISSSE EN 1975 PAR-RAPPORT A 1974 DU FAIT DE MOINS BONNES RECOLTES ET LA SECHERESSE DE 1976 CONDUIT A UNE NOUVELLE BAISSSE DES REVENUS. L'AIDE PROPOSEE PAR LE GOUVERNEMENT EN\_FAVEUR DES AGRICULTEURS A POUR RESULTAT DE MAINTENIR LEUR REVENU EN 1976 AU NIVEAU DE 1975. CE N'EST DONC PAS UN AVANTAGE, CE N'EST PAS UN CADEAU, MAIS C'EST LE MAINTIEN DE LEUR POUVOIR D ACHAT ALORS QUE CELUI D'AUTRE CATEGORIES A PROGRESSE AU-COURS

DE LA MEME PERIODE. MAIS J'IRAI PLUS LOIN £ UNE SOCIETE QUI REFUSE LA SOLIDARITE ENTRE SES MEMBRES EST UNE SOCIETE QUI SE DECOMPOSE. NOUS DEVONS, AU CONTRAIRE, NOUS AIDER ET NOUS SOUTENIR LES UNS LES AUTRES, LA SOLIDARITE JOUANT TOUR A TOUR EN\_FAVEUR DE CEUX QUI EN ONT BESOIN : LES CHOMEURS, LES AGRICULTEURS VICTIMES DE LA SECHERESSE, LES FAMILLES, LES PERSONNES AGEES. LA DEVISE DE LA REPUBLIQUE FRANCAISE NE PEUT PAS ETRE "LIBERTE, EGALITE ET EGOISME". JE VOUS DEMANDE DE CHOISIR LA SOLIDARITE, PARCE QUE C'EST LA SEULE ATTITUDE MODERNE DIGNE DE LA FRANCE

J'EN VIENS A LA POLITIQUE DE LA FRANCE. A-PARTIR DU MOMENT OU UNE PRIORITE A ETE CHOISIE, CELLE DE LA LUTTE CONTRE LA HAUSSE DES PRIX, ELLE ENTRAINE DES CONSEQUENCES POLITIQUES. FAUT-IL ACCENTUER LE DEBAT POLITIQUE ? FAUT-IL OUVRIR DES 1976 LA CAMPAGNE ELECTORALE DE 1978 ? JE REPONDS : NON. CELA NE CORRESPOND A AUCUNE NECESSITE IMMEDIATE. CELA N'EST PAS CONFORME AU ROLE DE LA MAJORITE ET DE L'OPPOSITION. ET CELA RISQUERAIT D'AFFAIBLIR NOTRE EFFORT NATIONAL. LE ROLE DE LA MAJORITE ET CELUI DE L'OPPOSITION NE SONT PAS IDENTIQUES. L'OPPOSITION CRITIQUE ET PROPOSE £ LA MAJORITE GERE. L'OPPOSITION AGIT SUR LES MOTS : LA MAJORITE AGIT SUR LES CHOSES. LA SECHERESSE ATTEINT LA MAJORITE, ELLE N'ATTEINT PAS L'OPPOSITION, MAIS ELLE ATTEINT AUSSI LA FRANCE. L'INFLATION EST UN PROBLEME POUR LA MAJORITE, MAIS C'EST AUSSI UN PROBLEME POUR LA FRANCE. LORSQUE L'UNE CRITIQUE, CE QUI EST SA FONCTION, LORSQUE L'AUTRE GERE, LA MAJORITE ET L'OPPOSITION NE SONT PAS SUR LE MEME TERRAIN. LA MAJORITE DOIT ACCEPTER ET ASSUMER SON ROLE, QUI EST CELUI DE GOUVERNER, AVEC LES DIFFICULTES ET L'INCOMPREHENSION QUI S'Y ATTACHENT, MAIS AUSSI AVEC LA CONFIANCE D'ETRE JUGEE UN JOUR SUR LES RESULTATS DE SES EFFORTS PAR L'HONNETETE ET LE BON SENS DE NOTRE PEUPLE. PUISQUE NOUS DEVONS ACCOMPLIR UN EFFORT NATIONAL, IL FAUT EVITER TOUT CE QUI DIVISE. IL NE FAUT ADRESSER D'INVECTIVES A PERSONNE. IL FAUT, AU CONTRAIRE, RASSEMBLER TOUS CEUX QUI, MALGRE LA DIVERSITE DE LEURS OPTIONS POLITIQUES, SAVENT BIEN AU FOND D'EUX-MEMES QU'IL S'AGIT D'UN ENJEU D'INTERET NATIONAL

QUEL EST, EN EFFET, CET ENJEU ? IL EST D'ABORD L'AVENIR DE NOTRE ECONOMIE, LA STABILITE DE NOTRE MONNAIE ET DE NOTRE EPARGNE, LA SECURITE DE NOTRE EMPLOI. MAIS IL EST AUSSI LA PLACE DE LA FRANCE. DANS LE MONDE, AUTOUR DE NOUS, LES PAYS SE DIVISENT EN DEUX GROUPES : D'UN COTE, LES PAYS CAPABLES ET VOLONTAIRES, QUI REGLENT LEURS PROBLEMES, ET DE L'AUTRE, LES PAYS QUI S'ENFONCENT INEXORABLEMENT DANS LEURS DIFFICULTES. LA FRANCE EST ENTRE LES DEUX £ ELLE DOIT CHOISIR LE PREMIER GROUPE. ET D'AILLEURS, NE NOUS Y TROMPONS PAS, C'EST AINSI QUE DE L'EXTERIEUR SERA JUGEE NOTRE CAPACITE. C'EST POURQUOI IL FAUT LUI APPORTER VOTRE \_CONCOURS. TOUT EN COMBATTANT LA HAUSSE DES PRIX, LA FRANCE POURSUIVRA SON DEVELOPPEMENT, SA TRANSFORMATION, SA REFORME, NECESSAIRE POUR EN FAIRE UN PAYS JUSTE ET MODERNE. J'AI LU QUELQUE PART QU'ON AVAIT POSE AUX FRANCAIS LA QUESTION DE SAVOIR S'ILS AVAIENT CONFIANCE DANS LA REUSSITE DU PROGRAMME GOUVERNEMENTAL. MAIS CE N'EST PAS LA QUESTION. LA QUESTION N'EST PAS DE SAVOIR SI L'ON CROIT AU SUCCES. ELLE EST DE SAVOIR CE QUE L'ON EST PRET A FAIRE POUR AIDER AU SUCCES. UNE SOCIETE DEMOCRATIQUE N'EST PAS ORGANISEE ENTRE QUELQUES DIZAINES DE RESPONSABLES ET DES MILLIONS DE SPECTATEURS £ CHACUN A SON ROLE A TENIR, CHACUN A SON EFFORT A ACCOMPLIR, ET C'EST DE L'ACCEPTATION DE CET EFFORT MENE EN\_COMMUN QUE VIENDRA LA CONFIANCE. MADAME, MADEMOISELLE, ET MONSIEUR, NATURELLEMENT, CHACUN DE VOUS A SON OPINION, CHACUN DE VOUS A SES PROBLEMES ET CHACUN DE VOUS A SES INTERETS PERSONNELS. MAIS, EN MEME TEMPS, VOUS FAITES PARTIE D'UN ENSEMBLE, QUI EST LA COMMUNAUTE FRANCAISE, ET QUI DOIT REGLER SES PROBLEMES DANS LA COHESION ET DANS L'UNITE. EN VOUS

APPELANT A L'EFFORT, JE NE CHOISIS PAS LA VOIE FACILE. MAIS MON ROLE N'EST PAS CELUI DE PLAIRE. IL EST DE SERVIR LA FRANCE